

Brochure n° 3287

**Convention collective nationale**

IDCC : 1947. – **NÉGOCE DE BOIS D'ŒUVRE  
ET PRODUITS DÉRIVÉS**

---

■ *Journal officiel* du 18 mars 2010

**Arrêté du 10 mars 2010 portant extension d'un accord conclu dans  
le cadre de la convention collective nationale du négoce de bois  
d'œuvre et produits dérivés (n° 1947)**

NOR : MTST1006831A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité  
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 7 mai 1997 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté  
18 mai 2009, portant extension de la convention collective nationale du  
négoce de bois d'œuvre et produits dérivés du 17 décembre 1996 et de tex-  
tes la modifiant ou complétant ;

Vu l'accord du 2 juillet 2009 portant sur l'égalité professionnelle et la  
diversité sociale conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 3 novembre 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu les avis motivés de la Commission nationale de la négociation collec-  
tive (sous-commission des conventions et accords), rendus lors de la séance  
du 4 mars 2010,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés  
compris dans le champ d'application de la convention collective nationale du  
négoce de bois d'œuvre et produits dérivés du 17 décembre 1996, tel qu'il

résulte des dispositions de l'avenant n° IV du 24 juin 1997, les dispositions de l'accord du 2 juillet 2009 portant sur l'égalité professionnelle et la diversité sociale, conclu dans le cadre de la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

Les articles 2-4 et 3-2 sont étendus sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 6323-2 du code du travail, en vertu duquel le congé de soutien familial doit être pris en compte pour le calcul des droits ouverts au titre du droit individuel à la formation.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

## **Article 3**

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 mars 2010.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur général du travail,*  
J.-D. COMBREXELLE

*Nota.* — Le texte de l'accord susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/41, disponible au centre de documentation de la direction de l'information légale et administrative, 29-31, quai Voltaire, Paris (7<sup>e</sup>).